

La rédaction de L'Avenir : « cibler l'enjeu ! »

La société et la délégation professionnelle des journalistes de L'Avenir rappellent aux politiques l'enjeu essentiel : les conditions économiques du secteur de la presse quotidienne.

La société des rédacteurs (SDR) de *L'Avenir*, et la délégation de l'Association des journalistes professionnels (AJP) au sein de sa rédaction se sont réjouis, ce week-end, « de l'attention portée à un important patrimoine médiatique et démocratique ».

Remerciant « les représentants des quatre partis qui se sont inquiétés de l'indépendance rédactionnelle » des journalistes de *L'Avenir*, SDR et AJP précisent que « cette indépendance, revendiquée et défendue, n'a jamais été mise à mal, ni par nos actionnaires actuels, ni par les précédents ». Les deux instances retiennent surtout des politiques « leur intéressante réflexion, sur les conditions économiques qui doivent garantir l'indépendance non

seulement d'un journal, mais de tout un secteur. Ils ont visiblement compris le véritable enjeu. Cet engagement ne peut que satisfaire les journalistes de *L'Avenir*. En tout cas s'il se concrétise ».

Un plan de redéploiement doit être approuvé par le conseil d'administration des *Éditions de L'Avenir* : ce plan, que SDR et AJP attendent « avec vigilance et constance » tarde, « parce que, notent-elles, ce conseil d'administration, émanation de celui de *Nethys*, a eu bien du mal à avancer et à gérer ces dernières semaines, tétanisé par l'ambiance politique du moment ».

« *Le monde politique a toutes les clés* », ajoutent-elles. Notamment à travers la commission Publifin, dont « le défi est construire (...) sans mettre en péril des emplois, des médias. Sans jeter le bébé avec l'eau du bain. Sans se laver les mains de ce qui pourrait désormais arriver ».

Relevant la volonté de Dimitri Fourny (cdH), Stéphane Hazée (Écolo), Olivier Maroy (MR) et Patrick Prévot (PS) de « relancer le débat sur les initiatives à prendre par les pouvoirs publics, pour garantir au mieux les conditions économiques qui permettent aux organes de presse d'exercer leur liberté », SDR et délégation AJP de *L'Avenir* concluent : « C'est effectivement le moment de " relancer le débat ". Et surtout d'agir ». ■ **Phi. Le.**